



Impossible d'ouvrir un journal brésilien ces jours-ci sans que l'on parle d'elle. La « nouvelle classe moyenne » est partout. Elle dicte les tendances, remplit les aéroports, gonfle les profits de L'Oréal, Unilever ou autre. Faut-il en conclure que le Brésil est devenu un pays de classe moyenne ? Ce serait sans doute prématuré...

Certes, les légendaires inégalités sociales ont été largement réduites au Brésil au cours des dix dernières années et le pays a bien résisté à la crise financière mondiale depuis 2008. Celle que les économistes ont baptisée la « classe C » représente désormais 54 % de la population adulte, selon une enquête Cetelem-Ipsos, contre 34 % en 2005, lors de la première publication de l'étude « L'Observateur Brésil ». En sens inverse, les effectifs des classes les plus pauvres (D et E) ont fondu de moitié (de 51 % en 2005 à 24 % en 2011). L'ascenseur social a bien fonctionné. Mais cette « classe émergente » doit encore acquérir davantage de stabilité et surtout bénéficier de services publics mieux adaptés à ses besoins, avant que le Brésil puisse être considéré comme un pays de classe moyenne.

Le gouvernement brésilien ne le cache pas. Guido Mantega, le ministre des Finances, admet qu'il faudra encore une vingtaine d'années (sauf accident de parcours) pour que les Brésiliens puissent jouir d'un niveau de vie comparable à celui des Européens. Humble constatation effectuée alors que l'économie brésilienne vient de se hisser au sixième rang mondial.

Le fait est que la classe moyenne brésilienne a longtemps été réduite à la portion congrue. Ses rangs se sont progressivement étoffés, car, dans une économie stabilisée, les Brésiliens aux revenus les plus modestes ont vu leur pouvoir d'achat augmenter de façon continue. Il y a plusieurs raisons à cela : le salaire minimum a été revalorisé -volonté politique affichée par le

gouvernement depuis l'arrivée de Lula au pouvoir (+ 14 % cette année) ; le programme Bolsa Familia (allocations familiales pour les plus pauvres) a été étendu à 13 millions de familles ; et surtout, le crédit, qui stagnait au Brésil à un niveau très bas, a explosé. En six ans, il a pratiquement doublé en proportion du PIB, passant de 25 % à 49 % l'an dernier. Au Brésil, c'est bien connu, tout s'achète à crédit (et en plusieurs mensualités « sans frais »), d'une paire de chaussettes aux voitures !

Mais cela n'explique pas tout. Selon Marcelo Neri, l'un des plus grands spécialistes de cette nouvelle classe moyenne, près de 40 millions de Brésiliens (l'équivalent de la population de l'Argentine) ont bénéficié de la mobilité sociale et ont gonflé les rangs de la classe C. Au-delà des revenus, le directeur du Centre de politiques sociales de la Fondation Getúlio Vargas (FGV) soutient que c'est surtout l'emploi qui a permis à la nouvelle classe moyenne de décoller. De fait, le taux de chômage est historiquement bas (guère plus de 5 % selon les chiffres officiels). Certains changements culturels jouent par ailleurs leur rôle : les familles ont moins d'enfants que par le passé et donnent plus d'importance à l'éducation.

Le Brésil a ainsi effectué un formidable bond en avant. Le retour à la croissance (même si elle a été faible l'an dernier) s'est traduit par une réduction des inégalités. Mais il reste encore un long chemin à parcourir. Comme le reconnaît Marcelo Neri, le Brésil demeure l'un des 10 pays les plus inégalitaires au monde. Selon des données partielles du recensement de 2010, les 10 % les plus riches perçoivent 44,5 % des revenus de toute la population, alors que les 10 % les plus pauvres doivent se contenter de seulement 1,1 %. L'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) précise que la moitié la plus pauvre de la population gagne 17,7 % de l'ensemble des revenus.

Dans le passé, c'était encore pire. L'indice Gini, indicateur mondial de référence en matière d'inégalités, est passé de 0,6 à 0,54 entre 2001 et 2009. Un repli clairement lié à la réduction de la pauvreté. De ce point de vue, Dilma Rousseff a adopté une position encore plus volontariste que son prédécesseur. « Un pays riche est un pays sans pauvreté », clame le nouveau slogan du gouvernement, qui remplace « le Brésil, un pays pour tous », cher à Lula.

Mais il ne suffit pas d'émerger. Encore faut-il se maintenir durablement hors de l'eau. L'emploi et les revenus vont là encore jouer un rôle primordial. Mais à quoi bon acheter une voiture à crédit si l'on ne dispose pas dans son quartier d'un système d'assainissement des eaux qui évite la propagation de maladies ? Ni d'une école de bonne qualité ? La faiblesse des infrastructures de base tout comme la précarité de l'enseignement public (qui pousse une grande partie de la classe moyenne vers le privé) montrent les limites du « miracle brésilien ».

La transformation sociale qui s'est opérée en moins de dix ans demeure néanmoins impressionnante. La « pyramide sociale » s'est progressivement transformée en losange, souligne Cetelem. Il demeure au Brésil une élite de nantis et une population pauvre et sans logement encore nombreuse (11 millions de Brésiliens vivent dans des favelas). Entre les deux, une classe moyenne commence à surgir, mais n'est pas encore à l'abri d'un éventuel retour de bâton. Une hausse du chômage en raison du ralentissement prolongé de l'économie pourrait avoir un effet dévastateur sur le pouvoir d'achat et sur le crédit. Les banques, dit-on, sont bien protégées. Elles ont constitué des « provisions ». Mais les consommateurs de la « nouvelle classe moyenne » sont en première ligne. En outre, l'économie brésilienne est de plus en plus dépendante de la Chine, devenue son premier partenaire commercial. Si Pékin freine trop

brusquement, Brasilia risque d'en subir les conséquences. Et quand l'économie stagne, c'est souvent la classe moyenne qui paie les pots cassés.

*Thierry Ogier est le correspondant des « Echos » à São Paulo.*

Tous droits réservés - Les Echos 2012